

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 23-09-125  
PORTANT PERMISSION DE VOIRIE ET RÉGLEMENTANT  
TEMPORAIREMENT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT**

*Rue Fleury*  
**du 2 au 22 octobre 2023**

**La Maire,**

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes,

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2213-1 et L2213-2,

**VU** le code de la route, notamment les articles R411-8, R411-25, R411-26, R411-27, R417-10, L325-1 et suivants, relatifs notamment au stationnement gênant,

**VU** l'arrêté du 22 octobre 1963 (Journal officiel du 28 décembre 1963) modifié,

**Considérant** la demande présentée le 7 septembre 2023 par la société **AAXBTP SOCIETE NOUVELLE** (9 rue Antoine Balard, 95310 SAINT-OUEN-L'AUMÔNE) sollicitant, pour le compte de la société **GRDF** (16 rue Lavoisier, 95000 PONTOISE), une autorisation de voirie en vue de réaliser des travaux de tranchées sous trottoir et voie pour l'extension du réseau de gaz et la création d'un branchement au réseau de gaz pour le lotissement situé rue Fleury, entre l'impasse du Parc et le chemin Fleury,

**Considérant** que ces travaux vont entraîner des restrictions de circulation et de stationnement sur cette voie,

**Considérant** qu'il convient d'assurer la sécurité des piétons et des usagers de l'espace public pendant la durée des travaux,

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE 1 :** La société **AAXBTP SOCIETE NOUVELLE** est autorisée à réaliser des travaux de tranchées sous trottoir et voie pour l'extension du réseau de gaz et la création d'un branchement au réseau de gaz pour le lotissement situé rue Fleury, **du 2 au 22 octobre 2023 inclus.**

**ARTICLE 2 :** Pendant ces opérations :

- la voie reste ouverte à la circulation de l'ensemble des usagers ;
- la société **AAXBTP SOCIETE NOUVELLE** ne devra à aucun moment entraver la libre circulation des véhicules sur cette voie ;
- le stationnement est interdit au plus près du lieu des travaux, sauf pour les société **AAXBTP SOCIETE NOUVELLE** et **GRDF** ;

.../...

- la circulation se fera par demi-chaussée alternée manuellement ou par un système de feux tricolores ;
- un balisage et un panneau adapté devront être mis en place afin d'assurer la sécurisation des lieux ;
- si nécessaire, une déviation devra être mise en place pour les piétons vers la partie de voie opposée aux travaux ;
- la voie devra demeurer accessible à tout instant aux services de secours et de lutte contre l'incendie, aux services communaux et au service de ramassage des ordures ménagères ;
- le signalement des véhicules et des personnes sur la chaussée doit être respecté, conformément à la réglementation en vigueur.

**L'entreprise AAXBTP SOCIETE NOUVELLE est tenue de mettre en place tous les dispositifs adaptés à la situation des travaux. Les trottoirs et voies devront être remis en état à l'identique dès la fin des travaux, sans dépasser la date de fin indiquée à l'article 1 du présent arrêté. A défaut de remise en état dans les délais prévus, la commune se réserve le droit de procéder à ces travaux dont les frais seront à la charge de la société AAXBTP SOCIETE NOUVELLE.**

**ARTICLE 3 :** En aucun cas la société AAXBTP SOCIETE NOUVELLE ne pourra utiliser une autre couleur pour les enrobés du trottoir ou de la voie que celles existantes (mêmes motifs et couleur).

**ARTICLE 4 :** La signalisation indiquant ces travaux sera conforme aux dispositions de l'arrêté du 6 novembre 1992 (JO du 30/01/1993), relatif à la signalisation routière.

La fourniture, la mise en place et l'entretien des panneaux réglementaires seront à la charge de la société AAXBTP SOCIETE NOUVELLE, sous le contrôle de GRDF, de la Police municipale et de la Direction des services techniques communaux.

**ARTICLE 5 :** Les personnes évoluant sur la chaussée ou à proximité seront porteuses de gilets en tissu fluorescent de jour et rétro réfléchissant de nuit.

**ARTICLE 6 :** Cette autorisation est délivrée à titre personnel, elle ne peut être cédée, elle est révocable et à titre précaire. Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraînera la suspension des travaux et la remise immédiate des lieux en leur état initial « *chaussée, trottoir, abords etc...* ». Le pétitionnaire restera responsable de tous les accidents pouvant résulter de l'exécution de ces travaux.

**ARTICLE 7 :** La copie du présent arrêté devra être affichée sur place et en amont et en aval du chantier, 7 jours avant le début des travaux et pendant toute leur durée.

**ARTICLE 8 :** Les entreprises AAXBTP SOCIETE NOUVELLE et GRDF seront destinataires du présent arrêté.

**ARTICLE 9 :**

- La commissaire divisionnaire de l'Hôtel de Police de Cergy-Pontoise,
  - la Directrice générale des services,
  - le Responsable de la police municipale,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Ampliations seront adressées à :**

- Service déchets de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise.

Fait à COURDIMANCHE, le 22 septembre 2023

Sophie MATHARAN

Maire de Courdimanche



*Certifié exécutoire compte tenu de la publication  
Fait à Courdimanche, le 22 septembre 2023*

Sophie MATHARAN

Maire de Courdimanche



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite. Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « *Télérecours citoyens* » (Informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).